

Décret n°73-066 du 20 mars 1973
fixant les principes d'attribution des logements administratifs
(JORM n°922 du 14 juillet 1973 - page 1948 à 1964)

LE GENERAL DE DIVISION GABRIEL RAMANANTSOA
CHEF DU GOUVERNEMENT,

- Vu la loi constitutionnelle du 07 Novembre 1972,
- Vu la loi n°60-003 du 15 Février 1960 relative au Statut Général des fonctionnaires, des cadres de l'Etat et les textes modificatifs subséquents,
- Vu l'Ordonnance n°60-001 du 04 Février 1960 portant statut de la magistrature malgache,
- Vu le Décret n°61-240 du 26 Mai 1961 fixant le régime indemnitaire des Fonctionnaires des cadres de l'Etat,
- Vu le Décret modifié n°64-191 du 13 Mai 1964 fixant les hauts emplois de l'Etat,
- Vu la loi n°68-027 du 27 Décembre 1968 portant statut général des personnels de la Sécurité Nationale,
- Vu le Décret n°70-093 du 29 Janvier 1970 fixant les modalités d'application du décret modifié n°69-598 du 5 Décembre 1969,
- Vu le décret modifié n°71-273 du 1^{er} Juin 1971 fixant les principes d'attribution des logements administratifs,

En conseil des ministres,

DECRETE :

Article premier – Les membres du Gouvernement, le Président et les membres du Conseil Supérieur des Institutions, les Représentants du Gouvernement, les Fonctionnaires et Agents de l'Etat, titulaires des emplois dont la liste figure à l'annexe I du présent décret, bénéficient d'un logement de fonction meublé moyennant retenue forfaitaire mensuelle dont les modalités de fixation seront arrêtées par le Ministre chargé des logements.

Dans le sens du présent article, il faut entendre par représentants du Gouvernement, les Chefs de province, les Préfets, les Sous-préfets, les Chefs d'arrondissement et les Chefs de canton.

Article 2 – Les Fonctionnaires et Agents de l'Etat titulaire des emplois dont la liste figure à l'annexe II du présent décret pourront bénéficier d'un logement administratif meublé selon les possibilités matérielles existantes et moyennant retenue forfaitaire mensuelle fixée dans les mêmes conditions que celle prévue à l'article premier.

Article 3 – L'ameublement des logements visés aux articles premier et 2 se compose des meubles meublants et des objets mobiliers affectés aux pièces de réception et à celles destinées à l'usage personnel de l'intéressé et de sa famille dont la liste sera fixée limitativement par arrêté du Ministre chargé des Logements.

Article 4 – A défaut de logement, les Fonctionnaires et Agents de l'Etat mentionnés aux articles premier et 2 ci-dessus bénéficieront d'une indemnité de logement dont le montant sera fixé comme suit :

- Célibataire	10.000 Francs
- Marié sans enfants à charge.....	10.000 Francs
- Veuf, divorcé ou marié avec 1 à 3 enfants à charge.....	15.000 Francs
- Veuf, divorcé ou marié avec 4 à 6 enfants à charge.....	20.000 Francs
- Veuf, divorcé ou marié avec 7 à 9 enfants à charge.....	25.000 Francs
- Marié, veuf ou divorcé ayant plus de 9 enfants à charge.....	30.000 Francs

Dans le sens du présent article, il faut entendre par enfant à charge tout enfant mineur légitime, reconnu ou adopté, non marié vivant sous le toit de l'intéressé et ne disposant pas des ressources professionnelles.

Sont également considérés comme enfants à charge, les enfants infirmes quel que soit leur âge et les étudiants non mariés âgés de moins de trente ans.

Article 5 – Tout Fonctionnaire ou Agent de l'Etat visé à l'article 2 qui refuse le logement que la commission prévue à l'article 14 lui attribue perd automatiquement son droit à l'indemnité prévue par l'article 4 ci-dessus.

Article 6 – Les Fonctionnaires et Agents de l'Etat titulaires des emplois dont la liste figure au paragraphe premier de l'annexe III du présent décret peuvent bénéficier en priorité, d'un logement administratif situé sur leur lieu de travail en raison des responsabilités pécuniaires professionnelles afférentes à l'emploi occupé.

Les Fonctionnaires et Agents de l'Etat titulaire des emplois figurant au paragraphe 2 de l'annexe III du présent décret peuvent bénéficier en priorité, d'un logement administratif lorsqu'il existe des logements spécialement prévues à cet effet.

Le défaut d'attribution d'un logement prévu au présent article ne saurait en aucun cas ouvrir droit à l'allocation d'une indemnité compensatrice quelconque.

S'ils sont logés, les Fonctionnaires et Agents de l'Etat visés aux deux paragraphes ci-dessous subissent la retenue forfaitaire mensuelle de logement fixée dans les conditions prévues à l'article premier du présent décret.

Article 7 – Dans tous les cas, les dépenses et fournitures diverses nécessitées par l'entretien courant du logement et de l'ameublement, le cas échéant, l'éclairage, l'alimentation en eau ou en force électrique, sont supportées par le Fonctionnaire ou agent intéressé à l'exclusion des membres du Gouvernement, du Président du Conseil Supérieur des Institutions, des Chefs de province, Préfets.

Seuls les membres du Gouvernement, le Président du Conseil Supérieur des Institutions ; les Chefs de Province et les Préfets bénéficient des communications téléphoniques gratuites.

Article 8 – Les logements de type économique à l'Etat peuvent être attribués dans la mesure des possibilités aux Fonctionnaires et Agents autres que ceux visés aux annexes I et II moyennant retenue forfaitaire mensuelle effectuée sur leur solde. Cette retenue sera fixée par arrêté du ministre chargé des logements dans les mêmes conditions que celles prévues par l'article premier.

Article 9 – Les instituteurs et institutrices qui ne peuvent être logés dans les établissements d'enseignement ou dans les conditions fixées à l'article 8 ci-dessus reçoivent, en compensation, une indemnité payée mensuellement en même temps que le solde et qui suit le sort de celle-ci. Les taux mensuels de cette indemnité sont fixés forfaitairement comme suit :

- Célibataire.....	2.500 Francs
- Marié sans enfants à charge.....	2.500 Francs
- Veuf, divorcé ou marié avec 1 à 3 enfants à charge.....	3.500 Francs
- Veuf, divorcé ou marié avec 4 à 6 enfants à charge.....	4.500 Francs
- Veuf, divorcé ou marié avec 7 à 9 enfants à charge.....	5.000 Francs
- Marié, veuf ou divorcé ayant plus de 9 enfants à charge.....	6.500 Francs

Article 10 – Les indemnités de logements prévues au présent décret sont allouées par décision du Ministre chargé des logements.

Article 11 – Le bénéficiaire de l'affectation d'un logement disparaît un mois après la cessation des fonctions qui l'ont motivé.

Toutefois, en cas de décès du Fonctionnaire occupant, un délai ne dépassant pas trois mois qui accord à la famille pour libérer le logement.

Il n'est attribué qu'un logement ou indemnité et il n'est exercé qu'une seule retenue sur la solde du chef de famille lorsque deux conjoints sont l'un et l'autre titulaire de fonction pouvant entraîner concession de logement, sauf affectation dans des localités différentes ou séparation judiciaire.

Article 12 – En cas d'occupation sans titre ou refus de libération de logement prévu à l'article 11 ci-dessus, un ordre de recette sera établi à l'encontre du Fonctionnaire ou de ses ayants droit.

Le montant de cet ordre de recette ne pourra être inférieur à la valeur locative du logement occupé sans titre.

Il sera automatiquement retenu sur la solde de l'intéressé ou recouvré par toute autre voie légale à chaque échéance mensuelle.

La valeur locative visée au présent article sera fixée par décision du Ministre chargé de logements, sur avis des commissions prévues par l'article 14.

Article 13 – Tous les logements administratifs feront, dès publication du présent, l'objet d'une décision de réattribution par application des dispositions ci-dessus.

Article 14 – Une commission centrale des logements et des commissions de province fonctionnent à Tananarive et dans les Chefs-lieux de province. Elles sont chargées de l'étude des demandes et de l'attribution des logements.

Article 15 – Ces commissions sont ainsi composées :

- à Tananarive
 - Président : Un représentant du Ministre chargé des logements.
 - Membres :
 - un représentant du Ministre chargé de la Fonction Publique
 - un représentant du Ministre de l'Aménagement du Territoire chargé des Travaux Publics
 - un représentant du Contrôle Financier

La commission aura faculté de consulter un représentant du Ministère concerné.

Le secrétariat de la commission centrale est assuré par le Service des Logements.

- Au chef-lieu de province
 - Président : Le Chef de province ou son représentant.
 - Membres :
 - le Délégué provincial de la logistique
 - le Chef de l'arrondissement des ponts et chaussées
 - le Chef du Service provincial du Personnel
 - le Délégué du Contrôle Financier

Le secrétariat de la commission est assuré par la délégation provinciale de la logistique.

Article 16 – La commission centrale se réunit, en principe, une fois par semaine, au jour fixé par son Président et, en tant que de besoin sur convocation de celui-ci ; les commissions de province se réunissent d'office une fois par quinzaine au jour fixé par leur Président et, en tant que de besoin, sur convocation de celui-ci.

Article 17 – Les décisions de la commission centrale sont exécutoires après approbation du Ministre chargé des logements, celles des commissions de province, après approbation du Chef de province.

Article 18 – Les décisions sont obtenues à la majorité des voix, celle du Président étant prépondérante au cas de partage égal des voix.

Article 19 – L'attribution des logements doit tenir compte de la composition de la famille et de la fonction occupée prévues aux Annexes I, II, et III du présent décret.

Article 20 – Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret et notamment de Décret n°70-093 du 29 Janvier 1970 et le Décret modifié n°71-273 du 1^{er} Juin 1971.

Article 21 – Le Ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal de la République.

Fait à Tananarive, le 20 Mars 1973

Signé :

Gabriel RAMANANTSOA

Par le Chef du Gouvernement

Le Ministre de l'Economie et des Finances

Signé :

Albert- Marie RAMAROSON

ANNEXE I

- Premier Président de la Cour Suprême
- Procureur Général près de la Cour Suprême
- Avocat Général près de la Cour Suprême
- Présidents de chambres à la Cour Suprême
- Conseillers à la Cour Suprême
- Premier Président de la Cour d'Appel
- Procureur Général de la Cour d'Appel
- Président de chambres et Avocats généraux à la Cour d'Appel
- Officiers généraux
- Directeur Général, Secrétaires Généraux, Directeurs et Conseillers du Chef du Gouvernement
- Secrétaires Généraux, Directeurs Généraux, Directeurs des Ministères
- Directeur de l'Inspection Générale de l'Etat
- Inspecteurs Généraux de l'Etat
- Directeur du Contrôle Financier
- Directeur de l'INSRE
- Recteur de l'Université
- Doyens des facultés
- Inspecteurs d'Etat faisant fonction d'Inspecteur des services provinciaux
- Délégués provinciaux du Contrôle Financier

ANNEXE II

- Inspecteurs et Contrôleurs d'Etat
- Conseillers techniques et Inspecteurs des Ministères
- Chefs des services centraux et provinciaux ou délégués provinciaux des Ministères
- Directeur de l'ENAM
- Directeur du CFA
- Directeur de l'INSRFP
- Directeur de l'Ecole Nationale des Travaux Publics
- Directeur de l'Ecole Supérieure Agronomique
- Directeur de l'Institut National des Télécommunications et des Postes
- Adjoint au Chef de province
- Adjoint au Préfet
- Adjoint au sous-préfet
- Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance
- Premier Substitut du Procureur de la République
- Président du Tribunal de Travail
- Président du Tribunal pour enfants
- Président du Tribunal de Première Instance
- Président de section du Tribunal
- Juges d'Instruction
- Juges des enfants
- Directeur des Centres Nationaux de Recherches
- Chefs d'Arrondissement Maritime

- Chefs d'Etablissement d'Enseignement Supérieur
- Médecins-Chefs et Chirurgiens des Hôpitaux généraux
- Médecins-Inspecteurs des Circonscriptions médicales

ANNEXE III

1) Fonctionnaires et Agents dont les responsabilités pécuniaires ou professionnelles leurs confèrent la priorité aux logements installés sur leur lieu de travail

- Trésoriers Principaux
- Directeur des Etudes et Secrétaire Général de l'ENAM
- Directeur des Etudes, Secrétaire et Econome du CFA
- Proviseurs, Directeurs, Censeurs, Surveillants Généraux d'internat des Etablissements de l'enseignement secondaire et de l'enseignement technique, Chefs de Circonscription Scolaire
- Directeurs, personnels de surveillance des établissements d'enseignement primaire, secondaire (CEG)
- Receveur des douanes
- Receveur des domaines
- Receveur de l'enregistrement et du timbre
- Receveurs des postes
- Percepteurs principaux et percepteurs des finances
- Receveurs des contributions, droits et taxes divers
- Intendants et économes
- Chirurgiens et médecins-Chefs, médecins-résidents, sages-femmes résidentes des établissements sanitaires
- Pharmaciens, pharmaciens-Chefs
- Gestionnaires des hôpitaux
- Directeurs, surveillants, gardiens et gardiennes des établissements hospitaliers
- Inspecteurs préfectoraux du travail et des lois sociales
- Chef de centre de télécommunications et surveillants des centraux téléphoniques
- Commandants d'aérodromes contrôleurs de la navigation aérienne
- Chefs de stations météorologiques
- Capitaine de port
- Gardiens de phares et de sémaphores
- Chefs de stations de la télégraphie sans fil
- Gardiens-chefs et gardiens d'établissement pénitentiaires
- Chefs de subdivisions des ponts et chaussées
- Chefs de subdivisions spéciale des phares et balises
- Chefs de centres techniques de la radio et de la télévision
- Chefs de centres et des stations météorologiques
- Chefs circonscription du génie rural
- Chefs inspection forestière
- Chefs circonscription agricole
- Chefs de l'Inspection provinciale de la défense des cultures
- Chefs circonscription élevage
- Chefs centre pépinière de reproduction et immunisation secondaire

- 2) Fonctionnaires et Agents ayant priorité à être logés sur leurs lieux de travail s'il existe des logements spécialement prévus à cet effet
- Chefs infirmiers et chefs lingères des lycées et collèges
 - Infirmiers spécialisés faisant fonction d'anesthésiste
 - Chefs de station d'agriculture et Agents qui y sont employés
 - Agents chargés d'une pépinière
 - Chefs de station forestière ou de poste forestier et Fonctionnaires et Agents qui y sont employés
 - Chefs de Brigade mécanisé du génie rural
 - Agents de la navigation aérienne, chefs de centres radio-aéronautique, chefs du centre d'information de vol
 - Chefs du bureau NOTAM international
 - Chefs de section centraux du chiffre
 - Chefs de secteurs des phares et balises
 - Chefs de réseaux hydro-agricoles
 - Ingénieurs météorologiques et prévisionnistes
 - Adjoints techniques et Agents techniques de la météorologie en service sur un aéroport
 - Ingénieurs de la navigation aérienne et inspecteurs de la marine marchande, coordinateurs des opérations recherches et de sauvetages aériens et maritimes (SAR/SAMAR)
 - Agents chargés de la sécurité de la navigation maritime
 - Chefs de section des travaux publics (ponts et chaussées)
 - Chefs d'échelon préfectoral
 - Chefs du service sécurité-incendie et sauvetage, les adjoints techniques et Agents techniques de la navigation aérienne en service sur un aéroport
 - Chef de centre régional de maintenance des installations techniques et radioélectriques de la navigation aérienne.